

Unité départementale de Vendée
Site Préfecture de la Vendée
29 rue Delille
CS60765
85020 La Roche-sur-yon Cedex

La Roche-sur-yon, le 15/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

COUTAND RECYCLAGE

4 rue du Grand Pré
La Gare de Pouzauges
85700 La Meilleraie-Tillay

Références : D26.0149
Code AIOT : 0006303112

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/03/2026 dans l'établissement COUTAND RECYCLAGE implanté 4 rue du Grand Pré La Gare de Pouzauges 85700 La Meilleraie-Tillay. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COUTAND RECYCLAGE

- 4 rue du Grand Pré La Gare de Pouzauges 85700 La Meilleraie-Tillay
- Code AIOT : 0006303112
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement COUTAND Recyclage, situé 4 rue du Grand Pré, sur le territoire de la commune de LA MEILLERAIE TILLAY est un centre de tri, de transit de déchets industriels banals et unité de récupération de déchets métalliques et de véhicules hors d'usage. Cet établissement bénéficie de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 06-DRCLE/1- 29 du 16 janvier 2006 modifié.

L'objectif de la visite d'inspection est de contrôler la mise en œuvre des nouvelles obligations pour les installations de TTR de déchets visant à prévenir le risque d'accidents ou de faciliter l'intervention des services de secours conformément à l'action nationale 2026 "accidentologie TTR".

Thèmes de l'inspection :

- AN26 Accidentologie TTR

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Dispositions d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 16/01/2006, article 3.6.2	Susceptible de suites	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	Détection et surveillance	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 3	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
6	Présence du plan de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	/	Demande d'action corrective	15 jours
7	Maîtrise des sinistres	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6	/	Demande d'action corrective	15 jours
8	Procédure en cas de défaut de tri	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 8	/	Demande d'action corrective	1 mois
9	Ilottage	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 9	/	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 16/01/2006, article 1.3	Susceptible de suites	Sans objet
2	Implantation de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 16/01/2006, article 1.4.2	Susceptible de suites	Sans objet
5	Rondes	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 4	/	Sans objet
10	Traçabilité	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10	/	Sans objet
11	Stockage des batteries	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 12	/	Sans objet
12	Zone d'entreposage tampon du process de tri	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 12.1	/	Sans objet
13	Organisation liée au REX	Code de l'environnement du 01/01/2026, article R. 512-69	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le dépassement de la hauteur de stock constaté lors de la précédente visite est de nouveau constaté. De plus, aucun système de détection automatique de départ d'incendie n'est mis en œuvre au niveau des zones susceptibles de contenir des déchets combustibles ou inflammables. Ces constat font l'objet d'une mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/01/2006, article 1.3
Thème(s) : Situation administrative, Activités abritées par l'établissement
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 07/03/2023 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 1.3. Liste des installations répertoriées dans la nomenclature</p> <p>Cet établissement abrite les installations et activités visées à la nomenclature des installations classées et énumérées dans le tableau ci-après avec leur régime de classement :</p> <p>Rubrique 2712 - Installation de stockage, dépollution, démontage, découpage ou broyage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transport hors d'usage</p> <p>Rubrique 2713 - Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux</p> <p>Rubrique 2714 - Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois</p> <p>Rubrique 2716 - Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes</p> <p>Rubrique 2718 - Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection précédente, l'inspection avait demandé à l'exploitant de mettre à jour sa situation administrative.</p> <p>L'exploitant a transmis à la préfecture un porter à connaissance en 2024. Un arrêté préfectoral complémentaire mettant à jour la situation administrative du site a été publié en date du 7 Août 2025 (APC n° 2025-DCPATE-371).</p> <p>Ce constat n'appelle aucune remarque particulière.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Implantation de l'établissement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/01/2006, article 1.4.2</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Implantation de l'établissement</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 07/03/2023 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>1.4.2. Implantation de l'établissement</p>

<p>L'établissement est situé 4, rue du Grand Pré, sur le territoire de la commune de LA MEILLERAIE TILLAY.</p> <p>Le terrain occupé a une superficie de 23 356 m2.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la précédente visite, l'inspection a demandé à l'exploitant d'informer la préfecture de l'acquisition de la parcelle AC 268.</p> <p>Le porter à connaissance déposé en 2024 intégrait cette mise à jour parcellaire.</p> <p>Le constat n'appelle aucune remarque particulière.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Dispositions d'exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/01/2006, article 3.6.2</p>
<p>Thème(s) : Autre, Hauteur des stockages extérieurs</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 07/03/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 3.6.2 dispositions d'exploitation</p> <p>(...)</p> <p>La hauteur des stockages de matériaux situés à l'extérieur des bâtiments ne doit pas excéder trois mètres.</p> <p>(...)</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la précédente visite, l'inspection avait demandé à l'exploitant de respecter la hauteur de stockage afin qu'elle ne dépasse pas les 3 m imposés dans l'arrêté préfectoral.</p> <p>Lors de la présente visite, l'inspection constate que le hauteur du stock d'inox est de 6 mètres.</p> <p>Ce constat fait l'objet d'une proposition de mise en demeure avec un délai permettant à</p>

l'exploitant de traiter et d'évacuer suffisamment de matière afin de réduire la hauteur du stock.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Détection et surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 3
Thème(s) : Actions nationales 2026, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les zones susceptibles de contenir des déchets combustibles ou inflammables sont équipées d'une détection automatique de départ d'incendie et d'une transmission automatique des alertes à une personne interne ou externe désignée par l'exploitant et formée en vue de déclencher les opérations nécessaires. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du périmètre concerné et permet d'assurer l'alerte précoce de tout ou partie des personnes présentes sur le site. Lorsqu'il existe un dispositif d'extinction automatique pour la zone considérée, celui-ci peut être utilisé pour la détection sur cette zone, si le dispositif d'extinction automatique est conçu pour cela.</p> <p>Lorsque personne n'est présent sur le site, l'alerte est retransmise automatiquement à une personne formée et désignée par l'exploitant, pouvant appartenir à une entreprise de télésurveillance. Cette personne dispose des moyens lui permettant de visualiser à distance les différentes zones pour confirmer le départ d'incendie, et d'alerter dans les meilleurs délais l'exploitant et les services d'incendie et de secours.</p> <p>En cas d'impossibilité technique pour visualiser à distance les différentes zones, une personne arrive au sein de l'installation dans un délai maximal de 15 minutes suivant le début de l'alerte afin d'effectuer une levée de doute, et ainsi alerter immédiatement l'exploitant et les services d'incendie et de secours en cas de départ de feu avéré.</p> <p>Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas lorsque les déchets combustibles ou inflammables sont uniquement stockés dans des petits îlots.</p> <p>L'exploitant fait réaliser les vérifications périodiques prévues à l'article 68 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé au moins une fois par an.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant présente le plan de localisation des zones susceptibles de contenir des déchets combustibles ou inflammables. L'inspection constate qu'aucun équipement de détection automatique de départ d'incendie ni d'alarme incendie n'est disponible sur le site.</p> <p>Ce constat fait l'objet d'une proposition de mise en demeure avec un délai permettant à l'exploitant de mettre à jour les éléments de son dossier.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Rondes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'exploitant organise des rondes dans les zones contenant des déchets combustibles ou inflammables afin de détecter au plus tôt un départ d'incendie ou un échauffement anormal selon les modalités suivantes :</p> <p>a) Lorsque personne n'est présent sur le site après sa fermeture, l'exploitant organise une ronde dans l'ensemble de ces zones à la fermeture du site et deux heures après le dernier arrivage de déchets sur le site ;</p> <p>b) Lorsque l'exploitant organise une présence permanente sur le site, il s'assure que des rondes régulières sont effectuées dans l'ensemble des zones en dehors des périodes où des tris et traitements sont effectués.</p> <p>II. - L'exploitant détermine les consignes concernant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la fréquence et les conditions de réalisation des rondes ; - le parcours des rondes et les points d'observation ; - la formation du personnel concerné ; - le matériel adapté à la détection précoce d'incendie avec lequel les rondes sont effectuées et sa maintenance lorsqu'il n'y a pas de système de détection fixe ; - les actions à entreprendre selon des critères définis préalablement et visant à éviter tout départ de feu ou à en limiter les conséquences au minimum.
<p>Constats :</p> <p>Une ronde incendie complète est réalisée par le chef d'équipe à 17h30 (heure de fermeture). Un plan précisant le parcours de la ronde et détaillant les points d'observation a été élaboré par la direction.</p> <p>L'exploitant a signé un contrat avec une société extérieure pour réaliser 3 rondes en dehors des heures ouvrées, dont une à 19h30, soit 2h après le dernier arrivage de déchets possible. Le plan de ronde a été transmis au prestataire.</p> <p>Le prestataire signe un registre après la réalisation de sa ronde, dans un local prévu à cet effet.</p> <p>L'inspection constate qu'en journée, aucune ronde n'est planifiée et qu'aucun matériel adapté à la détection précoce d'incendie n'est disponible sur site.</p> <p>Le lendemain de la visite d'inspection, l'exploitant informe l'inspection qu'il a commandé du matériel adapté à la détection précoce d'incendie (bon de commande n° 403-2823847-8490703) et organisé des rondes en journée (8h, 12h, 13h30). Ces rondes sont tracées dans le registre. Le plan de défense incendie a été complété avec ces informations.</p> <p>Les actions visant à éviter tout départ de feu sont présentes dans le livret d'accueil à destination des nouveaux arrivants ou dans les plans de prévention des risques.</p> <p>Le constat ne fait l'objet d'aucune remarque particulière.</p>

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant d'ajouter une formation spécifique à la réalisation de la ronde dans le plan de formation.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Présence du plan de défense contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Plan de défense contre l'incendie.</p> <p>L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.</p> <p>Il comprend au minimum :</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le plan de défense incendie est disponible sur site.</p> <p>L'inspection constate que le plan des réseaux n'est pas intégré au plan de défense incendie. Néanmoins, un plan des réseaux est disponible. Suite à la visite, l'exploitant a intégré le plan des réseaux existant au plan de défense incendie et a transmis la version mise à jour de ce dernier à l'inspection.</p> <p>Le plan de défense incendie n'a pas été transmis aux services d'incendie et de secours. Le plan de défense incendie est disponible à la bascule mais n'est pas présent à l'entrée du site. Ce constat fait l'objet d'une action corrective.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de transmettre le plan de défense incendie aux services d'incendie et de secours et de le rendre disponible à l'entrée du site.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 7 : Maîtrise des sinistres

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

<p>L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.</p> <p>En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense d'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie.</p> <p>Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024.</p> <p>Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.</p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus.</p> <p>Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des personnes en nombre suffisant sont formées à leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires. Le matériel adapté pour réaliser les manœuvres nécessaires est à disposition et facilement accessible en cas de nécessité.</p>
<p>Constats :</p> <p>Deux exercices sont organisés par an, dont un au moins concerne les risques incendie.</p> <p>Le dernier exercice relatif au risque incendie a été réalisé le 7 novembre 2025.</p> <p>Chaque exercice fait l'objet d'un compte rendu identifiant les pistes d'amélioration.</p> <p>Un accueil sécurité a lieu à l'embauche du personnel (dont les intérimaires). Le livret d'accueil comporte une information sur les risques de l'installation et les consignes en cas d'incendie. L'ensemble des salariés est formé à l'utilisation des extincteurs.</p> <p>Les entreprises extérieures signent un protocole sécurité. Ce protocole sécurité informe sur les risques de l'installation mais ne comporte pas les consignes en cas d'incendie. Ce constat fait l'objet d'une action corrective.</p> <p>La procédure pour éteindre un départ de feu ne mentionne pas l'utilisation de matériaux inertes.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant d'ajouter les consignes à tenir en cas d'incendie dans les plans de prévention.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 8 : Procédure en cas de défaut de tri

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Tri
Prescription contrôlée : Les installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2790 ou 2791 respectent les dispositions suivantes. I.-L'exploitant met en place une procédure pour identifier les éventuels déchets contenant des batteries et résultant d'un défaut de tri en amont de l'installation. Ces déchets sont refusés, ou triés et traités. II.-L'exploitant met en place une procédure de prévention et d'intervention en cas d'incendie résultant d'un défaut de tri des batteries en amont de l'installation. III.-Ces procédures sont tenues à disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Une procédure de gestion des déchets non conforme est appliquée sur le site. En cas de défaut de tri en amont constaté, une information est envoyée au client puis les déchets sont triés. L'exploitant n'a pas mis en place de procédure de prévention et d'intervention en cas d'incendie résultant d'un défaut de tri de batteries en amont de l'installation. Ce constat fait l'objet d'une action corrective.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant de mettre en place une procédure de prévention et d'intervention en cas d'incendie résultant d'un défaut de tri de batteries en amont de l'installation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Ilotage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets
Prescription contrôlée : I. - Une zone couverte ne peut contenir plus de cinq petits îlots. Chacun de ces petits îlots contient un flux de déchets différent. Une installation ne peut contenir plus de cinq petits îlots en zone non couverte. Les prescriptions aux zones non couvertes peuvent être adaptées par arrêté préfectoral conformément à l'article R. 181-54 du code de l'environnement, au vu des circonstances locales et en fonction des caractéristiques de l'installation et de la sensibilité du milieu, lorsqu'elles empêcheraient la réalisation des obligations de tri à la source et de collecte séparée sur l'installation. A cet effet, le pétitionnaire transmet au préfet :

- la justification technique du nombre de petits îlots supplémentaires demandés ;
- une étude démontrant l'absence d'effets domino.

II. - Les déchets combustibles ou inflammables sont entreposés dans des îlots.

La configuration géométrique de ces îlots est telle que tout point est situé à moins de dix mètres d'une face accessible par les services d'incendie et de secours sur au moins une face.

La hauteur maximale d'entreposage est de six mètres.

Les îlots sont délimités et séparés par des allées de largeur d'au moins cinq mètres. Cette largeur peut être supprimée en cas d'installation d'un mur coupe-feu de caractéristiques minimales REI 120, d'une hauteur dépassant d'au moins un mètre la hauteur maximale d'entreposage sur toute la longueur de l'îlot.

Les îlots en extérieur sont délimités et situés à au moins dix mètres des bâtiments de l'installation. Cette distance peut être supprimée si le bâtiment est équipé d'une toiture qui satisfait la classe BROOF (T3) et si le bâtiment est isolé par une paroi REI 120 dépassant d'au moins un mètre de la toiture et du sommet de l'entreposage extérieur, ou si ces îlots sont équipés d'un système d'extinction automatique d'incendie déclenchant la mise en œuvre de moyens fixes de refroidissement installés sur les parois externes de l'entrepôt. Le déclenchement automatique n'est pas requis lorsque la quantité maximale susceptible d'être présente dans l'îlot extérieur considéré, est inférieure à dix m³ de déchets combustibles ou à un m³ de déchets inflammables.

Constats :

I. L'inspection constate que des petits îlots sont présents uniquement dans un bâtiment. Ces petits îlots, au nombre de 4, contiennent des flux différents à savoir: DEEE, huiles, carburants, aérosols, matériaux souillés. Ce constat ne fait l'objet d'aucune remarque.

II. Les îlots sont accessibles par les services d'incendie et de secours sur au moins une face. Certains îlots sont séparés par des allées de largeur de cinq mètres.

La hauteur des stocks n'est pas contrôlée par rapport à cette prescription mais par rapport à la prescription de l'arrêté préfectoral n° 06-DRCLE-1-29 du 16 janvier 2006 en son article 3.6.2 (cf. point de contrôle n°3 "dispositions d'exploitation" du présent rapport) qui fait référence à une hauteur de stock plus contraignante.

Les îlots de DIB et de bois sont séparés par des banches en béton en mauvais état. Ces banches ne dépassent pas d'un mètre la hauteur maximale d'entreposage sur toute la longueur de l'îlot. Au vu des fissures existantes, l'inspection constate que ces banches en béton n'ont pas les caractéristiques requises pour être qualifiées de mur coupe feu. Ce constat fait l'objet d'une action corrective.

La zone de stockage de batteries est à moins de 10 mètres de distance du bâtiment abritant le stockage de déchets dangereux. L'exploitant confirme également que la toiture de ce bâtiment ne respecte pas la classe BROOF (T3). L'inspection constate donc que le stockage de batterie est à déplacer de sorte qu'il se trouve à plus de 10 m du bâtiment. Le lendemain de la visite, l'exploitant

a procédé au déplacement du stock de batteries afin qu'il soit à la distance exigée. L'action corrective ayant été réalisée, ce constat ne fait l'objet d'aucune remarque.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant de procéder à un inventaire exhaustif des banches en béton et de procéder au remplacement des banches en béton abimées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : Traçabilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets
Prescription contrôlée : En complément du registre prévu à l'article L. 541-7 du code de l'environnement, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation. Cette comptabilité des stocks peut être réalisée par différence à partir des bons de pesée établis en entrée et en sortie du site ou par tout autre moyen équivalent défini par l'exploitant. L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour au moins de manière quotidienne. Un bilan annuel tenu à disposition à l'inspection des installations classées indique nominativement la liste des sites destinataires des déchets.
Constats : L'exploitant utilise le logiciel de gestion NESSY. Comme montré à l'inspection lors de la visite, ce logiciel permet de visualiser la totalité des déchets entrants et sortants (déchets dangereux et non dangereux), de faire la facturation, etc... Ce logiciel permet d'accéder notamment à l'état des stocks de déchets dangereux et non dangereux mis à jour quotidiennement. L'accès à ce logiciel peut se faire via un téléphone portable. Il existe 3 niveaux de sauvegarde dont une sauvegarde déportée sur icloud ce qui garantit l'accès aux données même en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Un bilan annuel est exportable. Ce constat n'apporte aucune remarque particulière.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Stockage des batteries

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 12
Thème(s) : Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les batteries sont entreposées dans des conteneurs ou locaux spécifiques, fermés, conçus de manière à empêcher l'entrée d'eau, et munis de rétention. Pour les batteries contenant du lithium, ces conteneurs ou locaux présentent une résistance au feu au moins R60.</p> <p>Les batteries sont collectées à une fréquence proportionnée au regard du volume et du caractère dangereux des batteries. Dans tous les cas, le stockage des batteries sur le site n'excède pas six mois. Cette disposition peut être adaptée par arrêté préfectoral dans les conditions prévues à l'article R. 181-54 du code de l'environnement, au vu des circonstances locales et en fonction des caractéristiques de l'installation et de la sensibilité du milieu.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les batteries sont entreposées dans une benne inox. Cette benne est conçue de manière à empêcher l'eau d'entrée et résistante à la corrosion acide. L'exploitant a estimé que la résistance de la benne couplée à son volume assurait une rétention en cas de fuite de batteries.</p> <p>Les batteries sont collectées tous les quinze jours.</p> <p>Ce constat n'apporte aucune remarque particulière.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Zone d'entreposage tampon du process de tri

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 12.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Stocks</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Zone d'entreposage tampon du processus de tri. Les zones d'entreposage tampon du processus de tri manuel ou mécanisé se composent de deux types de zones :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les zones d'entreposage temporaire en amont du tri ; - les zones d'entreposage temporaire sous cabine de tri. <p>Toute zone d'entreposage temporaire en amont du tri est d'un volume maximal de 20 m3 et respecte l'une des deux conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - elle est vide pendant les périodes de fermeture du site et vidée a minima quotidiennement ; - elle est munie d'un système d'extinction automatique. <p>Toute zone d'entreposage temporaire sous cabine de tri est d'un volume maximal de 120 m3 et respecte l'une des deux conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - elle est vide pendant les périodes de fermeture du site et vidée a minima quotidiennement ; - elle est munie d'un système d'extinction automatique. <p>Les bâtiments ouverts ou fermés dans lesquels sont situées des zones d'entreposage tampon du processus de tri sont munis d'un système de détection automatique et d'alarme incendie. Les prescriptions du présent article peuvent être adaptées par arrêté préfectoral dans les conditions prévues à l'article R. 181-54 du code de l'environnement, au vu des circonstances locales et en fonction des caractéristiques de l'installation et de la sensibilité du milieu.</p>
<p>Constats :</p>

Le tri est réalisé à la pelle mécanique dès réception d'une benne (30 m³).

La prescription n'est pas adaptée au site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Organisation liée au REX

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2026, article R. 512-69

Thème(s) : Risques accidentels, Gestion du REX

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

La déclaration mentionnée au premier alinéa et le rapport mentionné au deuxième alinéa sont adressés sous forme dématérialisée d'une téléprocédure. Les informations relatives aux installations mentionnées à l'article R. 517-1, ainsi que les informations susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés au I de l'article L. 124-4 et au II de l'article L. 124-5, demeurent transmises sous une forme non dématérialisée permettant d'en assurer la confidentialité.

Constats :

L'entreprise COUTAND Recyclage est certifiée ISO 14001.

Dans ce cadre, le système de management mis en place intègre une procédure permettant de collecter les situations dégradées ou les incidents survenus, d'analyser les causes et de mettre en place des actions correctives.

Le constat n'apporte aucune remarque particulière.

Type de suites proposées : Sans suite